

Décision n° 02–53 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 22 janvier 2002 modifiant la décision n° 01–648 attribuant des fréquences à la société Orange France pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau mobile de troisième génération

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications et en particulier son article L.36–7 6° ;

Vu l'accord particulier conclu le 9 novembre 2000 entre le Ministère de la Défense et l'Autorité de régulation des télécommunications concernant les modalités d'introduction de services mobiles terrestres civils dans les bandes 1900–1980 MHz et 2100–2170 MHz ;

Vu la convention conclue le 26 janvier 2001 entre l'Autorité de régulation des télécommunications et la société France Télécom et relative aux conditions techniques, au calendrier et aux procédures associées à la libération par France Télécom de bandes de fréquences en vue de l'introduction de systèmes mobiles de troisième génération ;

Vu l'arrêté du 6 mars 2001 relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu l'arrêté du 18 juillet 2001 autorisant la société Orange France à établir et exploiter un réseau radioélectrique de troisième génération ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public ;

Vu la décision n° 01–648 modifiée, en date du 7 septembre 2001 attribuant des fréquences à société Orange France pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau mobile de troisième génération ;

Vu la note NMR 113716/DEF/BMNF/B2 du Ministère de la Défense, en date du 21 décembre 2001 ;

Vu le courrier en date du 2 janvier 2002 adressé à l'Agence nationale des fréquences par France Télécom ;

Après en avoir délibéré le 22 janvier 2002,

Décide :

Article 1^{er} – L'annexe 3 de la décision n° 01–648 en date du 7 septembre 2001 susvisée est remplacée par celle annexée à la présente décision.

Article 2 – Le chef du service opérateurs et ressources de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Orange France et publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 janvier 2002

Le Président

Jean–Michel HUBERT